

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 20

Objet de la délibération : Direction
Mobilité Déplacements Transports -
Promotion de la pratique cyclable -
Réhabilitation du chemin du Bruguet -
Attribution d'un fonds de concours à la
commune de Valbonne dans le cadre du
Plan de Déplacements Urbains

<ul style="list-style-type: none">■ Original■ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2019.186

Date de la convocation :
Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture en date du **2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Christophe ETORE à Martine BONNEAU, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Marie BENASSAYAG, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2008.018 en date du 5 mai 2008 adoptant le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et en particulier son financement concernant notamment les fonds de concours au chapitre V intitulé « Financements » du document PDU.

La commune de Valbonne Sophia Antipolis a sollicité une demande de participation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour la réalisation d'un itinéraire cyclable sur le Chemin du Bruguet. Le coût total de l'opération s'élève à 125 000 € HT. Le département des Alpes Maritimes contribue à hauteur de 50 %.

La part communale restante est de 62 500 € HT, sur laquelle est demandée une aide de la CASA à hauteur de 18 750 € HT (30 % de la contribution communale).

Après analyse technique et administrative de la demande de la Commune, la CASA est favorable pour attribuer un fonds de concours pour ce projet.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le montant de participation de 18 750 € HT en fonds de concours pour le projet de réalisation du Chemin du Bruguet de la commune de Valbonne Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer la convention octroyant le fonds de concours ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le montant de participation de 18 750 € HT en fonds de concours pour le projet de réalisation du Chemin du Bruguet de la commune de Valbonne Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer la convention octroyant le fonds de concours ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DGA POUR LES SERVICES TECHNIQUES
DIRECTION DES ROUTES ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
SERVICE DES PROCÉDURES, DE LA MOBILITÉ
ET DES DÉPLACEMENTS

Monsieur Christophe ETORÉ
Maire de Valbonne
Hôtel de Ville
1, place de l'Hôtel de Ville
06560 VALBONNE

Nice, le 31 JUIL. 2019

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, un exemplaire de la convention relative à la réalisation d'un cheminement cyclable, chemin du Bruguet, sur la commune de Valbonne dûment signée par Monsieur le Président du Conseil départemental.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma parfaite considération.

La Directrice des routes et des infrastructures de transport

Anne-Marie MALLAVAN

P.J. : 1



**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF À LA
RÉALISATION D'UN CHEMINEMENT CYCLABLE
CHEMIN DU BRUGUET
SUR LA COMMUNE DE VALBONNE**

Entre les soussignés :

Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au Centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 7 juin 2019,

Ci-après désigné « le Département » ;

La commune de Valbonne

représentée par le Maire, Monsieur ETORÉ, domicilié en cette qualité Hôtel de ville, 1 place de l'Hôtel de Ville, 06560 Valbonne, et agissant en vertu de la délibération n° 9230 du Conseil Municipal du 27 juin 2019 dûment télétransmise au contrôle de légalité le 5 juillet 2019,

Ci-après dénommée « la Commune » ;

PREAMBULE

Le Conseil départemental développe depuis de nombreuses années des aménagements cyclables sur son domaine public. Le territoire de Sophia Antipolis a particulièrement retenu son attention en raison des nombreux points noirs routiers qui le caractérisent. Le Département favorise l'émergence de cheminements cyclables continus et confortables afin de relier le cœur de Sophia Antipolis aux communes avoisinantes.

La commune de Valbonne, impliquée dans le développement des déplacements en modes actifs sur son territoire, souhaite la réalisation de cheminements « domicile-travail » sécurisés et confortables à destination des usagers cyclistes, depuis le village de Valbonne vers Sophia Antipolis, en cohérence avec le Plan Vélo Sophia initié en 2016 et prévoit notamment les déplacements domicile travail en vélo.

Le chemin du Bruguet est l'une des entrées sophilopolitaines que les cyclistes utilisent quotidiennement dans leurs trajets domicile – travail. Cet axe de 850 m environ dans le parc départemental de la Brague, aujourd'hui très dégradé, nécessite des travaux de remise en forme de la couche de roulement.

Le Département et la Commune ayant la volonté d'offrir aux usagers cyclistes un aménagement sécurisé et confortable, se proposent, par la présente convention, de participer financièrement à la réalisation de l'infrastructure cyclable sous une coordination départementale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives et financières de réalisation des travaux relatifs à la réalisation de l'infrastructure cyclable décrite dans l'article 2.

Cet aménagement répondant aux besoins de chacune des parties, Département et Commune constituent un "groupement de commandes", au sens des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique. Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'ensemble des marchés nécessaires à l'objet de la présente convention. Le Département sera le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Il assurera en outre la maîtrise d'œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L' OPERATION

L'opération, objet de la présente convention, consiste à réhabiliter l'aménagement cyclable du chemin du Bruguet situé dans le parc départemental de la Brague sur la commune de Valbonne, depuis l'entrée du parc départemental de la Brague jusqu'à l'aire de retournement au niveau du dernier riverain, soit 850 m environ. Les travaux consistent à reprendre la couche de roulement et l'écoulement des eaux pluviales afin de stopper la détérioration rapide de la voie. Les parties souhaitent une réalisation des travaux au cours de l'année 2019 ou au début 2020.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué des personnes morales publiques suivantes, signataires de la présente convention et désignées ci-après « les membres » :

- le Département des Alpes-Maritimes (coordonnateur) ;
- la commune de Valbonne.

ARTICLE 4 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le Département, représenté par le Président du Conseil départemental, est désigné coordonnateur du groupement de commandes. Il assure en outre la maîtrise d'œuvre. La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

ARTICLE 5 : ADHÉSION ET RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-dessus. Les membres du groupement ne peuvent se retirer qu'à l'issue du règlement des décomptes généraux et définitifs des marchés de travaux de l'ensemble de l'opération.

ARTICLE 6 : MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur se chargera notamment :

- d'organiser les réunions de travail et comités techniques utiles avec la Commune, au préalable, de recueillir ses exigences techniques, et de lui présenter le projet ;
- de rédiger l'avis d'appel public à la concurrence et le document de consultation des entreprises (RC, AE, CCAP, CCTP, bordereau des prix,...) établis en fonction des besoins qui ont été définis par les membres. Le DCE établi par le Département, est soumis à la validation de la Commune, et est réputé validé sans réponse dans un délai de trois semaines après réception des pièces du dossier ;
- de gérer les opérations de consultation normalement dévolues au pouvoir adjudicateur (envoi aux publications, envoi des dossiers aux candidats, réception des plis de candidatures et d'offres, ...) ;
- de convoquer la commission d'appel d'offres et en assurer le secrétariat ;
- d'informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres ;
- de rédiger et transmettre le rapport de présentation en application des dispositions prévues à l'article R. 2184-1 du Code de la commande publique ;
- de notifier le marché au candidat retenu ;

- d'exécuter le marché au nom des membres du groupement, selon les modalités définies dans la présente convention et le dossier de consultation des entreprises, d'organiser les contrôles et les réunions nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- d'organiser la coordination du chantier et désigner s'il y a lieu un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ;
- de transmettre, à chaque membre, les documents nécessaires à présenter comme pièces justificatives à l'appui des mandats concernés par le marché, en application des dispositions du décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 modifiant le Code général des collectivités territoriales ;
- de proposer la conclusion d'éventuels avenants aux marchés, les signer et les notifier ;
- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux en présence de la Commune, contradictoirement avec les entrepreneurs, et notamment d'établir et signer le procès-verbal. Dans le cas de réceptions de travaux avec réserves, la levée de ces dernières est effectuée selon la même procédure qu'indiquée à l'alinéa précédent. Le coordonnateur maître d'œuvre établit et signe le procès-verbal de levée des réserves ;
- de représenter le groupement de commandes, en cas de contentieux relatifs à la passation et l'exécution des marchés.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre du groupement de commandes se charge du paiement selon la clé de répartition qui lui incombe (article 9.1 de la présente convention) et conformément aux pièces contractuelles du marché, notamment pour le déroulement de la prestation de service fait, à l'issue de la production des constats contradictoires.

En outre, la Commune tient informée le coordonnateur de la bonne mise en paiement de la somme qui lui incombe.

ARTICLE 8 : LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres qui délibérera est celle du coordonnateur. La commission d'appel d'offres déclare, le cas échéant, le caractère infructueux de la consultation et définit la procédure à relancer.

ARTICLE 9 : COUT ET FINANCEMENT

9.1 : Clé de répartition

Pour les travaux : le financement de l'opération s'établit selon une estimation prévisionnelle du coût des prestations comme suit : 150 000,00 € TTC (taux de TVA de 20 %).

Le montant total du projet défini ci-dessus pourra être ajusté soit lors de la détermination précise des besoins, ou en fonction du coût définitif des prestations résultant de la mise en concurrence qui sera opérée. La clé de répartition financière est établie, selon l'intérêt constitué par cet aménagement au bénéfice des collectivités concernées. La répartition financière est établie comme suit :

	Clé de répartition du paiement	Estimation (TTC)
Conseil départemental des Alpes-Maritimes	50 %	75 000 €
Commune de Valbonne	50 %	75 000 €

Dans le cas d'une évolution à la hausse du montant de l'opération et dans les limites fixées par la jurisprudence en la matière, il convient de distinguer trois cas de figure :

- évolution du coût de l'opération sans modification du programme ou du périmètre de l'opération : dans ce cas les parties s'engagent à prendre en compte, et selon la clé de répartition décrite plus haut, cette évolution qui rentrera dans le calcul du montant réel de l'opération ;
- évolution du coût de l'opération avec modification du programme ou du périmètre de l'opération, validée par les parties (la modification apportant un avantage certain pour les parties) : dans ce cas les parties s'engagent à

prendre en compte, et selon la répartition décrite plus haut, le surcoût dû à cette évolution. Cette évolution entrera dans le calcul du montant réel de l'opération ;

- évolution du coût de l'opération avec modification du programme ou du périmètre de l'opération, non validée par les parties (la modification apportant un avantage certain pour une des parties) : dans ce cas, la partie concernée s'engage à prendre en charge intégralement le surcoût des travaux correspondant. Aussi, les éventuels travaux supplémentaires devront faire l'objet d'une traçabilité afin qu'ils soient imputés, de manière répartie ou totale (en fonction des trois cas de figure) aux parties qui les demandent. Cette traçabilité sera assurée par le coordonnateur et portée à la connaissance des parties de manière régulière.

Autres Prestations : la mission de coordonnateur du groupement de commandes est assurée à titre gracieux par le Département, étant entendu que les dépenses qui seront engagées dans le cadre de ces missions sont dues par chacune des parties conformément aux clés de répartition précédemment définies.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée. Font notamment parties de ces autres dépenses : marché de CSPS ; marché pour le diagnostic amiante de la route actuelle ; autres marchés de contrôle extérieurs ; frais de publicité...

9.2 : Réalisation et contrôle de la prestation

Le coordonnateur s'assure de la bonne exécution de la prestation. A cet effet, il :

- établit et notifie toutes les décisions incombant au maître d'ouvrage ;
- organise, en concertation avec les membres, la validation des phases de réalisation des travaux et la réception des prestations.

Le coordonnateur effectue tous les contrôles nécessaires au bon déroulement de la prestation. Le coordonnateur intervient tout au long de l'exécution de la prestation et remet, autant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement.

ARTICLE 10 : PAIEMENT

Le résultat de la prestation est commun aux membres ; chaque membre se charge du paiement direct aux titulaires des marchés selon la clé de répartition définie à l'article 9.1. Le Département et la Commune régleront leur participation au fur et à mesure des états d'acompte, dans le respect de la clé de répartition définie pour chaque montant et jusqu'à concurrence du montant maximal arrêté par la présente convention.

Les modalités d'émission des pièces des demandes de paiements par les titulaires de marchés, selon la clé de répartition, seront définies dans les pièces contractuelles du marché. A l'issue des contrôles cités ci-dessus, les rapports produits par le coordonnateur seront remis à la Commune, lui permettant de certifier le service fait, nécessaire au paiement direct de la part financière lui incombant. Chaque membre s'engage à payer directement les titulaires.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : DUREE

La convention entre en vigueur après passage au contrôle de légalité et notification par le Département.

Le groupement de commandes prend fin après le règlement des derniers versements (suite aux décomptes généraux et définitifs) ou bien éventuellement au terme de tout litige contentieux avec une partie extérieure.

ARTICLE 12 : LITIGES

12.1 : Litige résultant du marché

En cas de litige résultant de l'application des clauses des marchés, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

En contentieux précontractuel ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, selon le pourcentage de financement prévu à l'article 9. En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

À la réception des ouvrages, le coordonnateur adresse aux membres du groupement un rapport relatif à l'utilisation des sommes ainsi versées et le dossier d'ouvrages exécutés.

12.2 : Litige résultant de la présente convention

Tout litige né de la formation, de l'interprétation, de l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant les juridictions administratives compétentes.

ARTICLE 13 : ANNEXES

Annexe : Plan de situation de l'opération projetée.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

14.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes. Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

14.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention). Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention) Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

14.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.



Cette convention, qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement, a été établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Nice, le 25 JUL. 2019

Pour le Département des Alpes-Maritimes

Le Président du Conseil départemental

Monsieur Charles-Ange GINESY

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le 10 JUL. 2019

Pour la Commune

Le Maire

Christophe ETORÉ



ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.



Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de tout faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.





**DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES**

DIRECTION DES ROUTES ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

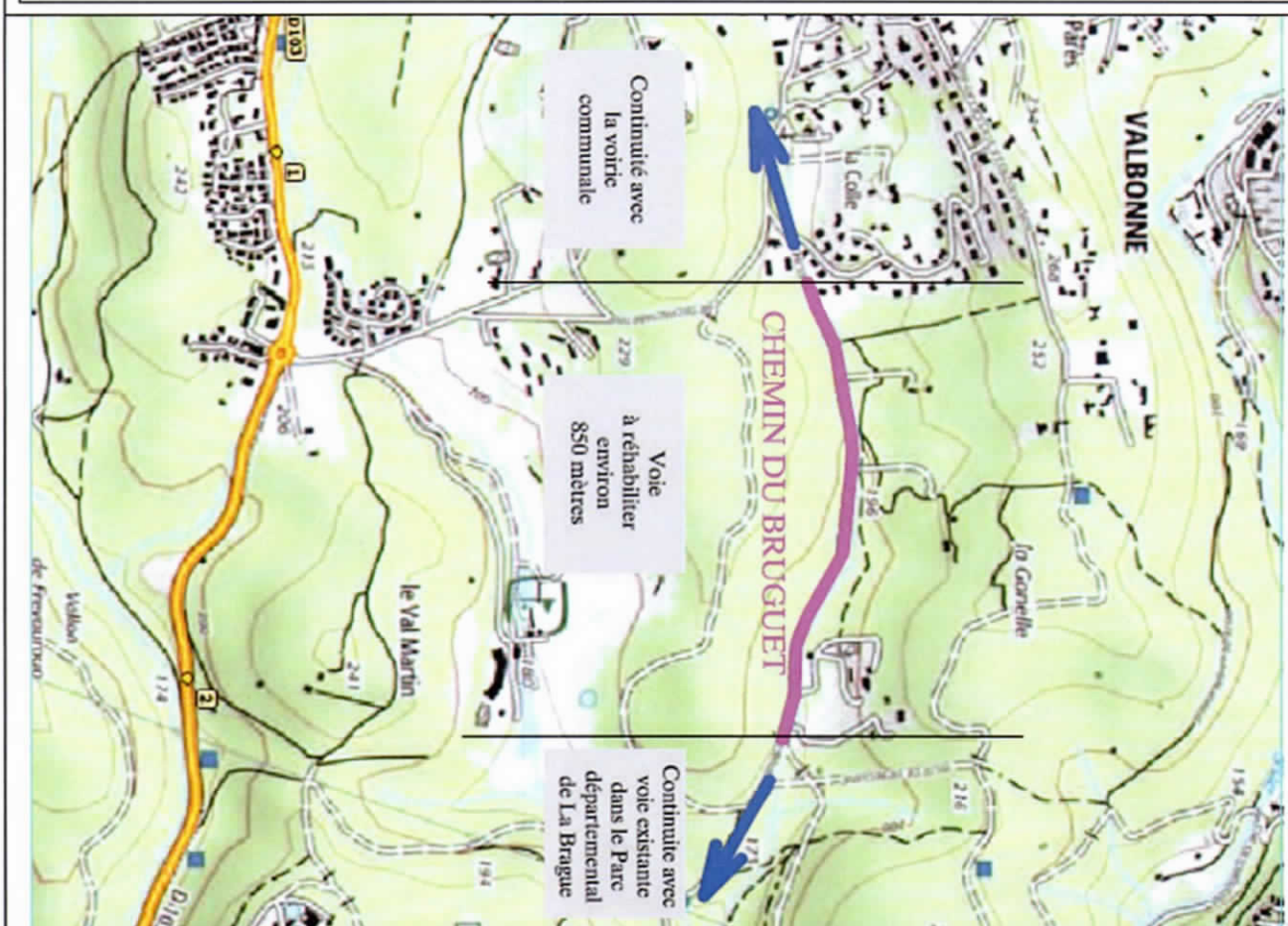
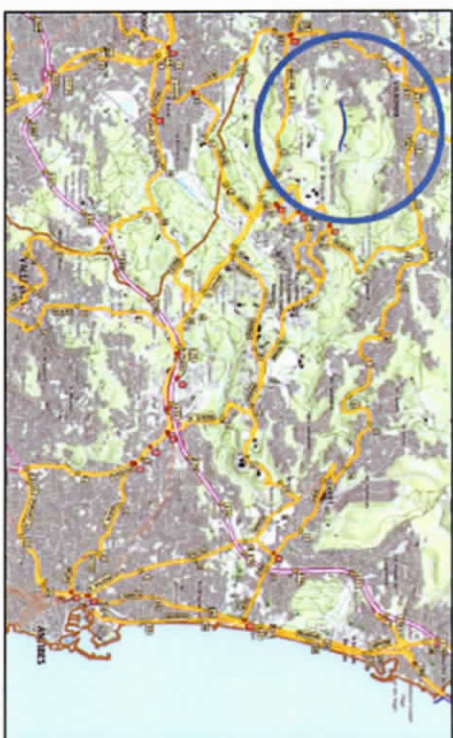
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX NEUFS 2

CHEMIN DU BRUGUET

Commune de VALBONNE

PLAN DE SITUATION

REHABILITATION PISTE CYCLABLE



CONVENTION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

ET

COMMUNE DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

**OCTROI DE FONDS DE CONCOURS DANS LE CADRE
DU PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS (PDU)**

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibération du Conseil Communautaire en date du 18 novembre 2019

D'UNE PART

ET

La commune de VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS représentée par Monsieur Christophe ETORE, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune par décision n° 1624 du 25 juillet 2019

D'AUTRE PART

Objet de la convention

Cette convention précise les modalités d'exécution, les clauses de recouvrement, les droits et les obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à la commune de Valbonne Sophia Antipolis, dans le strict cadre du Plan de Déplacements Urbains adopté en Conseil Communautaire du 05 mai 2008, en vue de la création d'un aménagement cyclable sur le Chemin du Bruguet.

ARTICLE 1 – Présentation du projet

Le projet (réalisation de travaux) a fait l'objet d'une convention constitutive d'un groupement de commandes, relatif à la réalisation d'un cheminement cyclable chemin du Bruguet sur la commune de Valbonne, entre le Département et la commune de Valbonne. Cette convention est annexée en pièce 1 de la présente convention.

La Décision N° 1624 du Maire de Valbonne sollicitant une aide financière auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour la création d'une piste cyclable chemin du Bruguet est également annexée en pièce 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 – Modalités d'utilisation de l'aménagement cyclable

Le versement du fonds de concours est circonscrit à la construction, la réhabilitation, à l'acquisition, aux travaux d'aménagement et d'amélioration d'un équipement.

Les fonds de concours sont attribués pour des actions et thématiques ciblées à des taux précis et dans le cadre d'une enveloppe globale annuelle plafonnée.

L'opération proposée par la Ville de Valbonne Sophia Antipolis de création d'un aménagement cyclable sur le Chemin du Bruguet répondant à l'objectif du PDU en termes de réalisation des itinéraires cyclables pour relier les équipements de proximité et mailler le territoire, un fonds de concours peut être apporté à ce projet.

ARTICLE 3 – Publicité du projet

Pour toute diffusion de documents d'information et de communication destinés au public pour les projets bénéficiant de fonds de concours de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, le bénéficiaire doit mentionner la participation et apposer le logo de l'agglomération.

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ne peut être supérieur à celui porté par la commune, hors subvention.

ARTICLE 4 – Plan de financement prévisionnel

Coût prévisionnel du projet :	125 000 € H.T.
-------------------------------	----------------

Plan de financement :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Départemental	50 %	62 500€	Groupement de commande Département/ Ville de Valbonne
CASA	15 %	18 750 €	30% sur la part communale de l'opération
Commune de VSA	35 %	43 750 €	Groupement de commande Département/Ville de Valbonne
TOTAL	100%	125 000 €	

ARTICLE 5 – Versement du fonds de concours

Le versement du fonds de concours se fait à l'achèvement du projet. Il se fait sur la base du procès-verbal de réception définitive du projet et du décompte général des dépenses, visé par le Trésorier Municipal et l'ordonnateur.

Aucune avance n'est consentie.

ARTICLE 6 – Suivi du projet

La commune informe par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage et de réception du projet. De même, la commune indique à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis peut demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 7 – Délai de validité de l'attribution

Toute attribution pour laquelle le projet n'a pas été engagé dans les deux ans, à compter de la notification des fonds de concours, est caduque. Toutefois, la validité peut être prorogée pour une période ne pouvant excéder un an et sur demande de la commune concernée.

Si le bénéficiaire n'a pas communiqué le procès-verbal de réception définitive du projet dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration de début d'exécution celui-ci est considéré comme terminé. Un délai supplémentaire peut être accordé par le Bureau Communautaire sur demande motivée du bénéficiaire et ne peut excéder quatre ans. A défaut, aucun solde de fonds de concours n'est versé.

ARTICLE 8 – Règlement des litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le

<p>Pour la commune de Valbonne Sophia Antipolis</p> <p>Le Maire,</p> <p>Christophe ETORE</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Vice-Président,</p> <p>Thierry OCCELLI</p>
--	--



VILLE DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

République Française

DECISION DU MAIRE

Nous, Maire de la commune de VALBONNE

N° 1684

OBJET

**Création d'une piste cyclable
chemin du Bruguet**

Demande de Fonds de concours

VU le Plan de Déplacements Urbains approuvé le 5 mai 2008 par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, prévoyant notamment de réaliser des itinéraires cyclables pour relier les équipements de proximité et mailler le territoire ;

ATTENDU que la création d'une piste cyclable chemin du Bruguet permettrait de relier entre eux les itinéraires vélos existants et/ou projetés, assurant ainsi une extension des continuités cyclables ;

ATTENDU que les travaux d'aménagement d'une piste cyclable sont éligibles à l'attribution d'un fonds de concours de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au titre du Plan de Déplacements Urbains ;

AGISSANT en application des dispositions de l'art. L 2122-22-26° du Code Général des Collectivités Territoriales et des pouvoirs qui nous ont été conférés à ce titre par délibération n° 9096 du Conseil Municipal du 4 octobre 2018, reçue le 12 octobre 2018 par la Préfecture des Alpes-Maritimes.

DECIDONS

Article 1 : La commune sollicitera une aide financière auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis afin de mener à bien la création d'une piste cyclable chemin du Bruguet. Le coût total prévisionnel de cette opération s'élève à 125 000 euros HT.

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Comptable public responsable de la Trésorerie du Bar-sur-Loup sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Conformément aux articles R 421-1 à 5 du Code de justice administrative, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou de sa publication.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

25 JUL 2019

Le Maire,

Christophe ETORÉ



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_186
Nature : DE - Deliberations
Objet : Promotion de la pratique cyclable - Réhabilitation du chemin du Bruguet - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Valbonne dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JzOUR8j

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_186-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_186
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Promotion de la pratique cyclable - Réhabilitation du chemin du Bruguet - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Valbonne dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_186-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_186-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_186-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_186-DE-1-1_4.PDF

N